

Lycée : Anisse privé  
Matière : Economie générale – statistique  
Prof. : Mme EL KOURICHI

Année scolaire : 2011/2012  
Durée : 3 heures  
Coefficient : 6

## EXAMEN SIMILI N° 1

### Exercice 1 : (4 points)

Entre le premier et le deuxième trimestre 2011, la croissance nationale a ralenti de 5% à 4,2%, reflétant essentiellement la décélération de 4,7% à 4,2% de la croissance de la valeur ajoutée non agricole. Outre la baisse de la demande extérieure nette, cette évolution est liée au recul du rythme de progression de la consommation des ménages, de 6,3% à 5,4%, dont l'effet n'a été que partiellement compensé par l'accélération de la croissance de la consommation publique et de la formation brute du capital fixe. Au cours du deuxième semestre, la croissance ne devrait pas connaître de changements significatifs comparativement au premier semestre, avec un rythme moyen estimé entre 4% et 5%, aussi bien pour le PIB global que celui non agricole. La demande intérieure devrait progresser à des rythmes semblables à ceux observés depuis le début de l'année, tandis que la contribution de la demande extérieure nette devrait rester négative. En intégrant l'effet adverse de l'évolution de l'activité au niveau international, en particulier en Europe, les perspectives à très court terme de croissance au niveau national ont ainsi été légèrement revues à la baisse, la croissance du PIB global et non agricole sur l'ensemble de l'année devant désormais s'établir dans un intervalle compris entre 4% et 5% contre 4,5% et 5,5% précédemment. Au-delà de cet horizon, les faibles performances anticipées pour les différents pays partenaires, ainsi que les facteurs de risques les entourant, devraient sensiblement entraver la dynamique de croissance de l'économie nationale, à travers leur impact direct sur les exportations et indirect sur les éléments de la demande intérieure. S'agissant des pressions sur les prix, l'analyse ainsi menée suggère qu'elles devraient demeurer faibles au cours des prochains trimestres.

*Source : Bank Al Maghreb : Rapport sur la politique monétaire n°21/2011*

T.A.F. :

- 1- Apprécier le taux de croissance économique durant le deuxième trimestre 2011 (0,5 point)
- 2- Commenter l'évolution de ce taux de croissance (1 point)
- 3- Relever du document les composantes de la demande intérieure (1 point)
- 4- Interpréter l'évolution du PIB non agricole en 2011 (0,5 point)
- 5- Quels sont les défis que doit relever la croissance de l'économie nationale durant l'année 2011 ? (1 point)

### Exercice 2 : (4,25 points)

#### RESSOURCES ET EMPLOIS AUX PRIX COURANTS EN MILLIONS DE DH (Maroc)

Agrégats	2008	2009
Produit intérieur brut	.....	736 206
Importations de biens et services	350 409	290 759
Consommation finale intérieure	518 527	.....
Formation brute du capital fixe	227 465	226 054
Variation de stocks	35 095	38 783
Exportations de biens et services	258 165	210 459

*Source : Rapport Economique et Financier 2011 ; du ministère des finances et de la privatisation*

T.A.F. :

- 1- Selon quelle optique peut-on calculer le PIB (0,25 point)
- 2- Calculer le PIB de l'année 2008 (0,5 point)
- 3- Calculer et interpréter l'évolution du PIB entre 2008 et 2009 (0,5 point)
- 4- Calculer la consommation finale nationale pour 2009 (0,5 point)
- 5- Compléter le tableau suivant : (2 points)

Ressources	Montants	Emplois	Montants
.....	.....	.....	.....
<b>Total</b>	.....	<b>Total</b>	.....

- 6- Calculer le taux d'investissement brut en 2009 (0,25 point)

7- Interpréter le résultat obtenu (0,25 point)

Exercice 3 : (2,75 points)

**Liquidité et mise en oeuvre de la politique monétaire**

Au cours du quatrième trimestre 2011, l'insuffisance des trésoreries bancaires s'est creusée davantage de 8,6 milliards de dirhams, en raison de la poursuite de l'évolution très restrictive des facteurs autonomes (-9,1 milliards de dirhams). En effet, les opérations du Trésor (hors intervention sur le marché monétaire) ont impacté négativement les trésoreries bancaires de 6 milliards de dirhams du fait notamment de la différence entre, d'une part, les souscriptions bancaires aux adjudications des bons du Trésor (22,1 milliards de dirhams) et l'encaissement des recettes fiscales y compris le 3ème acompte de l'IS de l'année 2011 (15 milliards de dirhams), et d'autre part, les remboursements des échéances de la dette intérieure au profit du système bancaire (11,1 milliards de dirhams), le règlement des dépenses de la compensation (9,3 milliards de dirhams) et le paiement des salaires des fonctionnaires (5,2 milliards de dirhams).

De même, l'augmentation de la circulation de la monnaie fiduciaire a atteint 3,6 milliards de dirhams attribuables majoritairement aux préparatifs de l'Aïd Al-Adha. En revanche, les opérations sur avoirs extérieurs ont induit une injection de liquidité de 650 millions de dirhams résultant de la différence entre les cessions des billets de banque étrangers qui ont atteint 5 milliards de dirhams et les achats de devises par les banques commerciales qui ont totalisé 4,3 milliards de dirhams.

En vue de combler l'insuffisance des trésoreries bancaires qui a atteint en moyenne 36,1 milliards au cours de ce trimestre, Bank Al-Maghrib est intervenue principalement au moyen des opérations d'avances à 7 jours pour un montant quotidien moyen de 29,4 milliards de dirhams. La Banque Centrale a également fourni, suite à la décision du Conseil de Bank Al-Maghrib du 20 septembre 2011, de la liquidité aux banques au moyen de deux opérations de refinancement à long terme (3 mois) d'un montant total de 15 milliards de dirhams.

Source : Bank Al Maghreb : Rapport sur la politique monétaire n°21/2011

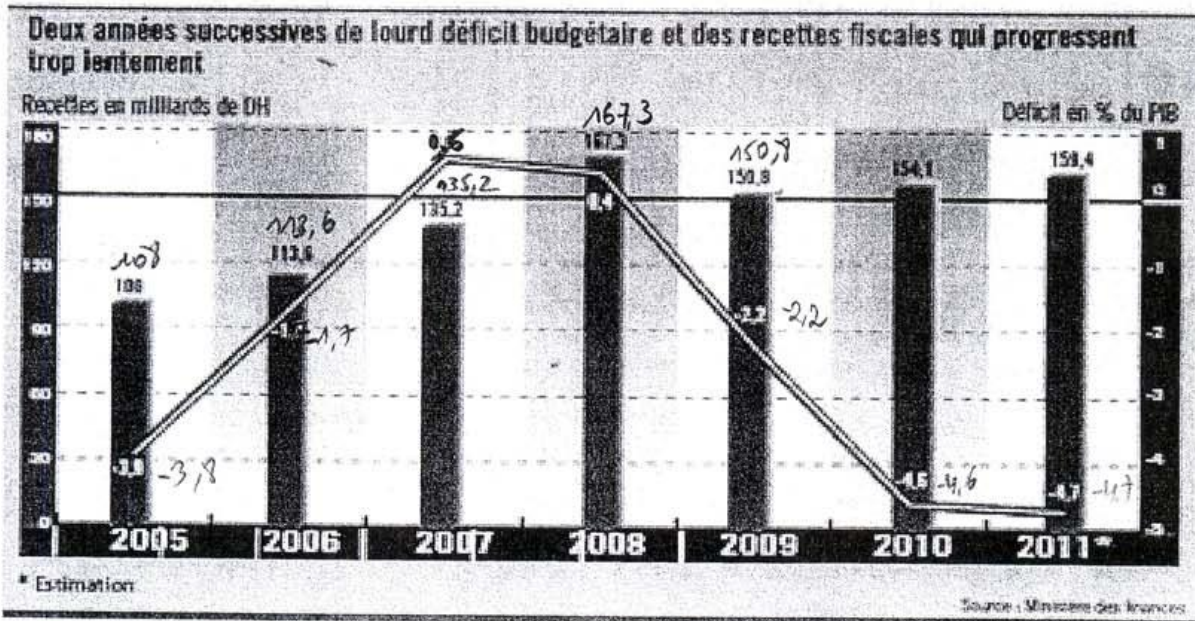
T.A.F. :

- 1- Caractériser la situation du marché bancaire au Maroc durant le quatrième trimestre 2011 (0,5 point)
- 2- Quelles sont les facteurs qui expliquent cette situation ? (0,75 point)
- 3- Expliquer l'expression soulignée du texte (0,5 point)
- 4- Quels sont les instruments de politique monétaire adoptés face à cette situation (1 point)

Exercice 4 : (6 points)

**Bilan du gouvernement El Fassi en Finances publiques**

Le gouvernement a utilisé ses marges de manoeuvre pour doper l'investissement et faire baisser la pression. L'Etat s'est endetté, il faudra imposer et/ou taxer là où c'est possible.



Les finances publiques ont renoué avec des déficits budgétaires depuis 2009. Et cependant, il s'agit, disons-le, de déficits conjoncturels et non plus structurels dû à l'extraordinaire renchérissement des prix des matières premières, dans un contexte de crise qui plus est ne pouvaient que déboucher sur pareils résultats. La politique volontariste en matière de soutien à l'investissement et la consommation, qui a par ailleurs positivement contribué à la croissance économique, a eu des impacts évidents sur le solde budgétaire. En effet, les niveaux de croissance de l'investissement budgétaire en 2008 et 2009 ont été bien supérieurs (33,8% et 22,5% respectivement) à ceux des recettes fiscales (+23,7% et -9,8%).

En 2009, alors que les recettes fiscales avaient baissé de près de 10% (-16,5 milliards de DH), en raison notamment de la baisse des profits dans les activités hors agricoles du fait de la crise, des remboursements des crédits de TVA, et des baisses d'impôts, l'investissement du Budget général a été augmenté de 22,5%, sans parler des charges de compensation (13 milliards de DH) certes moins élevées qu'en 2008 (près de 32 milliards de DH).

Autrement dit, les marges dégagées entre 2005 et 2008, grâce à une bonne progression des recettes fiscales (voir graphe), ont été utilisées par la suite pour amortir le choc de la crise, moyennant un soutien... massif de la demande intérieure. Mais les besoins étaient tels qu'il fallait recourir à la dette, interne essentiellement.

Ce sont là en réalité des choix budgétaires fondés sur la considération qu'une réduction de la pression fiscale et une intensification des investissements, étaient de nature à encourager la consommation, donc un surcroît de TVA, une compétitivité des entreprises et, au bout, un niveau de croissance élevé.

Au vu du taux moyen de progression du PIB entre 2008 et 2010 (4,7%), le résultat de ces choix est assez correct. Mais il reste en deçà de ce qui était espéré. Car, en réalité, même si la sensibilité (ou l'élasticité) des recettes fiscales à l'activité économique est de plus en plus évidente, la part de l'évasion fiscale demeure sans doute encore importante. Comme partout, **la fraude existe encore, altérant quelque peu le niveau réel de sensibilité des recettes fiscales à la croissance économique.**

Mais si cette politique a pu être possible, parce que des marges avaient été constituées, il sera difficile de la maintenir longtemps sans une refonte fiscale. Car, si l'Etat doit continuer à dépenser autant, il faudra bien qu'il augmente d'autant ses recettes. Et l'idéal, c'est que celles-ci ne soient pas des emprunts. Il faudra donc trouver des niches d'imposition et/ou de taxation.

Source : La Vie Eco du 03/01/2012 (texte adapté)

**T.A.F. :**

- 1- Pourquoi qualifie-t-on le déficit budgétaire de conjoncturel ? (1 point)**
- 2- Interpréter l'évolution du solde budgétaire entre 2005 et 2011 (0,5 point)**
- 3- Quel peut-être l'effet du renchérissement des prix des matières premières sur les finances publiques ? (1 point)**
- 4- Quelle est la nature de la politique budgétaire adoptée entre 2008 et 2010 ? (0,5 point)**
- 5- En quoi consiste cette politique ? (1 point)**
- 6- Quels sont ses objectifs ? (1 point)**
- 7- Expliquer la phrase soulignée du document (1 point)**

**Question de synthèse :**

**Dans une synthèse argumentée, analyser le choix du gouvernement EL FASSI en matière des finances publiques entre 2008 et 2010. (3 points)**